FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ET CENTRES
LESBIENS, GAYS, BI, TRANSGENRES ET INTERSEXES
EN FRANCE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

13 juillet 2022
Centres LGBTI+, DILCRAH, financement, éthique, consentement

44e Rencontres d'Été de la Fédération LGBTI+

Les Centres LGBTI+ planchent sur leurs moyens

Compte-rendu à la presse

FÉDÉRATION LGBTI+
Fédération des associations et Centres Lesbiens, Gays, Bi, Transgenres et Intersexes en France
c/o Equinoxe, 5 Place Carnot, 54000 Nancy – www.federation-lgbti.org - contact@federation-lgbti.org
Association loi 1901, créée le 13 juillet 2003, déclarée le 5 novembre 2003 en préfecture du Nord, n° W595003560,
insertion au Journal officiel le 22 novembre 2003, transférée en préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Siret n° 479 705 501 00027. FÉDÉRATION LGBTI+® marque déposée, tous droits réservés

La Fédération LGBTI+ s'est réunie au Centre LGBTI+ de Paris – Île-de-France ce week-end pour ses Rencontres d'été.

Jean-Christophe TESTU, président de la Fédération LGBTI+, a ouvert les travaux samedi matin. Le militant LGBTI+ issu de Bordeaux et des Landes a rappelé que les Centres LGBTI+ renouaient enfin avec ces Rencontres estivales après trois ans d'absence et une crise sanitaire encore loin d'être résolue. « Ces rencontres sont ambitieuses, car elles traitent des trois piliers de notre travail associatif : les moyens, le plaidoyer et la déontologie ». Des rencontres rythmées par des réunions thématiques sur deux jours et des moments de convivialité.

La bataille des moyens

Dès les 43e Rencontres de Nancy l'hiver précédent, les associations membres avaient adopté une motion pour engager la bataille des moyens pour les Centres LGBTI+.

Le constat est unanimement partagé au sein des Centres LGBTI+. Animés par une culture du militantisme et du bénévolat, les Centres LGBTI+ disposent de moyens sous-dimensionnés par rapport à leurs missions d'intérêt général : prévention des discriminations et action éducative, accompagnement des victimes, solidarité vis-à-vis des demandeur·ses d'asile LGBTI+, promotion de la santé selon une démarche communautaire, accueil inconditionnel,

etc. La Fédération LGBTI+ entend promouvoir cette identité commune des Centres LGBTI+ autour de missions d'intérêt général, qui transcende la diversité des pratiques, des cultures associatives et des publics des Centres LGBTI+.

Figure 1: Atelier sur les finances animé par Hervé Latapie

L'atelier mené par Hervé Latapie (administrateur et militant historique du Centre LGBTI+ de Paris-Île-de-France), a pu confirmer ce diagnostic. En comparant les budgets et le fonctionnement des Centres LGBTI+ de France avec ceux de structures françaises ou étrangères (notamment les « Maisons Arc-En-Ciel » en Wallonie), le constat est sans appel : « En France, les Centres LGBTI+ sont des associations à petits budgets, avec de gros besoins impossibles à couvrir dans les conditions actuelles. Le sujet des budgets de fonctionnement devrait être mis sur la table systématiquement. Cela ne doit pas empêcher les associations de faire preuve de créativité ! » Organisation de loteries à Bordeaux, gestion rigoureuse de la trésorerie à Perpignan, vente de goodies à Paris, rigoureuse comptabilité analytique à Nancy, proposition de mutualisation des achats depuis Rennes, etc. : les Centres LGBTI+ ne manquent pas d'idées !

Un autre sujet connexe est revenu sur la table : celui des salarié·es des Centres LGBTI+. « Les jeunes générations ne sont pas disposées à s'engager de la même façon que les anciennes générations », constate Beñat Gachen (représentant de l'association « les Bascos », association LGBTI+ du Pays Basque). Un constat partagé : les jeunes adultes militent volontiers dans les Centres LGBTI+ mais leur vie est davantage marquée par la précarité et leur conception du militantisme est plus volatile. Par ailleurs, tout modèle reposant sur le bénévolat expose les associations aux aléas personnels et de santé, aux contraintes d'agenda… « Dans ces conditions, ajoute-t-il, disposer de personnels de façon pérenne - y compris à des postes de direction – devient vital pour les structures ».

Pour engager la bataille des moyens, les pistes ne manquent pas. Mais elles supposent que les Centres LGBTI+ poursuivent leurs échanges de bonnes pratiques, mutualisent les moyens et mènent une action de fond. La Fédération LGBTI+ entend ainsi porter publiquement et

fortement la question des moyens pour financer le fonctionnement de structures de solidarité incontournables. Les moyens des Centres LGBTI+ sont donc appelés à devenir un élément essentiel du plaidoyer commun des Centres LGBTI+.

Au cours du mois d'août, les échanges seront synthétisés pour produire des supports pour la gestion des subventions et de la trésorerie, ainsi qu'un dossier pour la demande de financement d'un poste de salarié.

Visite de Sophie Élizéon, silence de la Ville de Paris

Figure 2: Échange avec Mme Sophie Élizéon, préfète en charge de la DILCRAH

La Fédération LGBTI+ a eu l'honneur de recevoir Sophie Elizéon, préfète en charge de la DILCRAH, pour échanger sur les politiques publiques LGBTI. Les référent·es de la Fédération LGBTI+ ont interrogé Mme la Préfète sur les orientations de la DILCRAH, en particulier sur le montant et sur la répartition du budget dédié à la lutte contre les discriminations anti-LGBTI+. Nous avons pu aborder d'autres sujets d'actualité, notamment le positionnement de la DILCRAH et du conseil scientifique sur la question des mineur·es transgenres. La Fédération LGBTI+ est sortie confiante de cet échange.

La Ville de Paris n'a pas répondu favorablement aux sollicitations de la Fédération LGBTI+ pour échanger, notamment sur la question du Centre d'archives. Une absence remarquée et regrettée, car la Fédération LGBTI+ est très attentive à l'attitude des municipalités vis-à-vis des Centres LGBTI+. Si l'organisation de nos Rencontres à Paris est une première historique, c'est aussi la première fois qu'une municipalité boude ainsi des militant·es LGBTI+ venu·es de tout le pays, de Bayonne à Saint-Avold.

Revendications partagées et questions éthiques

Le travail sur les revendications partagées a occupé une bonne partie des travaux de la Fédération LGBTI+ depuis le confinement. Si la crise sanitaire a beaucoup ralenti les équipes, le travail a pu reprendre et les revendications prennent forme. Les référent·es y ont consacré leur première demi-journée, sur l'ensemble des textes et sur le texte consacré à la Gestation Pour Autrui (la Fédération LGBTI+ a pris position depuis près de 10 ans en faveur de la légalisation de la GPA dans un cadre éthique).

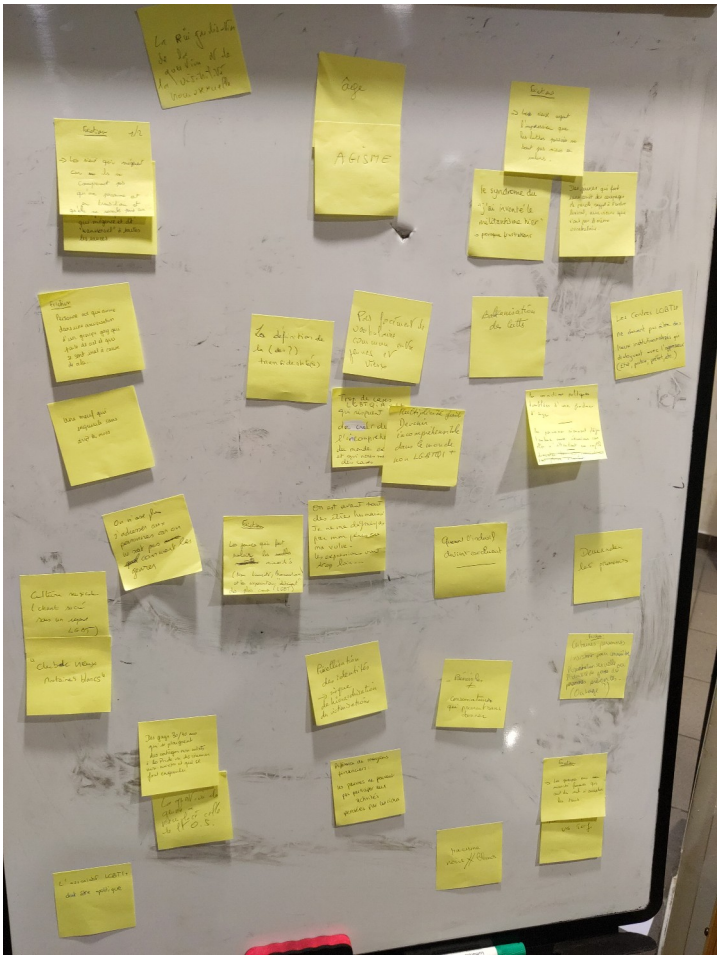

Figure 3: Atelier sur l'hétérogénéité des publics (frictions et atouts)

Une partie des travaux a été consacrée aux enjeux éthiques du bénévolat dans les Centres LGBTI+, en particulier face à l'hétérogénéité des publics, que ce soit en termes de générations de militant·es, de trajectoire personnelle, de vocabulaire, etc. Les Centres LGBTI+ ont pu mettre en évidence les frictions et les atouts d'une telle situation, et la ligne de conduite à adopter, centrée sur l'humain, le vivre-ensemble et les intérêts communs de la communauté LGBTI+ dans sa diversité.

Ce fut également l'occasion de travailler sur un enjeu d'actualité : celui de l'éthique du consentement et les réponses à des situations concrètes – parfois délicates – rencontrées par les bénévoles des associations. Loin des polémiques médiatiques autour du consentement ou des violences sexuelles et sexistes, les bénévoles des Centres LGBTI+ ont pu échanger et réfléchir ensemble, pour analyser des situations de vie quotidienne et y répondre avec lucidité et discernement.

Les Rencontres ont été l'occasion pour les référent·es de bénéficier d'une visite guidée du Marais par Hervé Latapie, ainsi que de moments de partage et de convivialité. Les Rencontres d'Été se sont conclues sur le calendrier du second semestre 2022. Les référent·es de la Fédération LGBTI+ se sont donné·es rendez-vous à la fin du mois de février pour les Rencontres d'Hiver au Pays basque.